

**KIVU, RD CONGO :
LES INSTITUTIONS POSTÉLECTORALES FACE AUX
MULTIPLES PIÈGES DE LA TRANSITION**

par Stanislas Bucyalimwe Mararo

Abstract

The presidential and legislative elections organized on July 30 and October 29, 2006 led to the installation of new institutions in Kivu at the provincial seats of Goma and Bukavu. The elected president, Joseph Kabila, took advantage of his electoral victory to consolidate his power; this impacts negatively on the functioning of the democratic institutions. Moreover, these national and provincial institutions are ill-equipped and lack the means to act.

In Kivu, Joseph Kabila failed to restore peace as he had promised during his campaign; instead, the war escalated further and more than 700,000 people in North Kivu alone left their villages between January and September 2007 while the death toll is consistently kept into the dark. Twenty months after Kabila's inauguration, the expected peace is still an illusion despite the increasing presence of international networks at Goma and Bukavu. In this deteriorating situation, the RCD-Goma, the CNDP (Congrès National pour la Défense du Peuple), and their backer, the Rwandan Army (RDF, Rwandan Defence Forces) are still undermining the functioning of the post-electoral institutions. The postponement of the local elections beyond the year 2007 serves only to keep the pre-AGI (Accord Global et Inclusif) political and military order untouched on the ground.

1. INTRODUCTION

Au Kivu, le politique est aujourd'hui subordonné au militaire malgré les élections de 2006 et 2007 qui ont mis fin à la longue transition en République démocratique du Congo (RDC). Ceci constitue une entrave majeure au fonctionnement des institutions postélectorales. Nous examinons ci-après cette problématique en jetant un regard sur l'instabilité qui persiste au Kivu malgré la mise en place définitive des institutions démocratiques au niveau tant national que provincial et les facteurs qui les empêchent d'y mettre un terme.

La démarche consiste d'abord à épingler les différents pièges de la transition, ensuite à voir comment les institutions provinciales issues des élections essaient, malgré leur fragilité évidente, de s'en sortir. Après l'évaluation de leurs actions au cours d'une année de fonctionnement et avant de donner quelques éléments de conclusion, nous faisons le point sur la reconstruction post-conflit au Kivu en comparant les avancées visibles dans la réalisation des cinq chantiers du chef de l'État et des programmes provinciaux avec les dilemmes auxquels les autorités provinciales et leurs partenaires nationaux et internationaux se heurtent aujourd'hui.

2. PIÈGES DE LA TRANSITION

2.1. Premier piège : les accords de paix eux-mêmes

Bien des gens ont abondamment discuté cette question. Certains d'entre eux sont unanimes pour dire que ces accords ne visaient pas comme tels à ramener la paix en RDC, mais à affaiblir le pouvoir de Kinshasa. Pour être plus clair, ils étaient dirigés contre Laurent-Désiré Kabila¹ devenu ennemi implacable du Rwanda, de l'Ouganda et d'une certaine communauté internationale. La priorité accordée à ce mobile place le pays dans une situation dramatique dans la mesure où la faiblesse de l'autorité centrale est, depuis lors, devenue une constante et « *aucun des problèmes structureux à l'origine du conflit n'a été (à ce jour) réglé* »². Ainsi, depuis janvier jusqu'en octobre 2007, plus de 700.000 personnes ont fui leurs villages³. En juin 2008, le nombre des déplacés avait déjà atteint le chiffre de 846.699⁴. Face à un problème de cette envergure, les autorités provinciales sont désarmées et d'aucuns n'hésitent pas à dire que les conflits récurrents au Kivu prouvent que cette région est dans l'œil du cyclone⁵ et à comparer à juste titre la situation du Kivu à celle du Kosovo⁶.

2.1.1. *Accords de cessez-le-feu (Lusaka, 10 juillet 1999) : part belle fait aux pays agresseurs (Rwanda et Ouganda)*

S'agissant du Rwanda et de l'Ouganda, deux pays agresseurs que les auteurs de ces accords ont décidé d'appeler « pays non invités », ils ont non seulement négocié, mais aussi signé les accords en question. Les deux pays ont même les mains libres pour procéder, en cas de besoin, au désarmement de leurs opposants, apprécier l'évolution de leur désarmement tel que stipulé dans les accords de Lusaka et, implicitement, évaluer l'ensemble du processus de paix en RDC qui, on le sent bien, est entièrement subordonné à leur sécurité. C'est en vertu de ce principe réitéré dans l'accord de Nairobi (9 novembre

¹ BRAECKMAN, C., "Tutelle déguisée et partition de fait. La République démocratique du Congo dépecée par ses voisins", *Le Monde diplomatique*, octobre 1999.

² GOUZOU, J., *Reconstruction post-conflit en RDC : les défis posés par le devoir de mémoire et l'éducation des adultes*, Papier présenté au Colloque international : Education, Violences et Perspectives de Paix en Afrique, Yaoundé, 06-10 mars 2006, p. 4.

³ OCHA, *Des milliers de déplacés au quotidien dans la province du Nord-Kivu. Point sur la crise au Nord-Kivu*, septembre 2007, p. 4.

⁴ EYENGA, S., "Le programme Amani confronté au drame humanitaire à l'Est", *Le Potentiel*, n° 4360 du 16 juin 2008.

⁵ "OCHA/Nord-Kivu : on a l'impression d'être dans l'œil du cyclone", *RadioOkapi.net* du 14 septembre 2007.

⁶ "Congo-Kinshasa : Le Kivu sur les traces du Kosovo", *Le Potentiel*, Kinshasa, 11 octobre 2007. Pour une discussion approfondie de cette question, lire BUCYALIMWE, M., *Le Kosovo (Yougoslavie) et le Kivu (RDC) : deux crises, deux modes de gestion internationale comparables*, Anvers, le 15 juin 2008 (<http://www.gomafocus.org> du 22 juin 2008).

2007)⁷ que la RDC était sommée de remettre, au 1er décembre 2007, le plan de la neutralisation des FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) au Rwanda pour son approbation préalable en vue de sa mise en application. Curieusement, le Rwanda a été absent à la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement à Goma (6-23 janvier 2008) alors qu'il était présent en décembre 2007 lorsqu'il était question de parler de la mise en place d'une *Task Force* aux côtés des délégués occidentaux et africains. Dans ce cas, on se demande ce que vaut l'Acte d'engagement de Goma (23 janvier 2005) qui n'a pas été signé par Joseph Kabila, Paul Kagame et son protégé Laurent Nkundabware. Car la guerre du CNDP n'est pas une guerre locale : « *General Nkundabware and his army act as Rwanda's proxy* »⁸. En d'autres mots, cette Conférence, que l'on présente parfois comme celle des négociations entre le gouvernement et le CNDP, laisse un flou sur un certain nombre de questions alors que l'Ouganda tire les ficelles sur un autre registre ; et pour preuve, le crépitement des armes a repris de plus belle au lendemain de la Conférence dans les territoires de Rutshuru et Masisi et ce, malgré la mise en place d'un Comité de pilotage du suivi des recommandations de Goma mieux connu sous le nom de programme Amani. Neuf ans après Lusaka, très peu de choses ont changé au Kivu sur le plan militaire, à l'exception des villes devenues seuls points de publicité ou, mieux, de mirages. Car, là non plus, la situation n'est pas si rose qu'on le dit ou qu'on semble vouloir le faire croire devant l'opinion internationale.

2.1.2. Accords politiques (Pretoria, 17 décembre 2002) : partage des responsabilités au sommet entre les composantes

Le partage des responsabilités entre les différentes composantes (gouvernement, opposition armée et opposition non armée) a concerné uniquement le sommet des provinces et n'a été effectué qu'à un triple niveau : commandements militaires, gouvernorats et entreprises paraétatiques. Dès le départ, deux problèmes entachaient l'ordre de la transition. Primo : la division de l'est de la RDC en quatre régions militaires respectait l'organisation administrative (quatre provinces, à savoir la Province Orientale, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Maniema), alors que cette vaste région qui est menacée par les politiques expansionnistes du Rwanda et de l'Ouganda, et qui connaît le même problème de sécurité, aurait pu, selon un expert militaire congolais, relever d'un seul commandement⁹. Secundo : l'administration, l'armée et la

⁷ *Communiqué conjoint du gouvernement de la RD Congo et du gouvernement du Rwanda sur une approche commune pour mettre fin à la menace pour la paix et la stabilité de deux pays et de la région des Grands Lacs*, Nairobi, 9 novembre 2007.

⁸ BAROUSKI, D., *Laurent Nkundabware, His Rwandan Allies and the Ex-ANC Mutiny: Chronic Barriers to Lasting Peace in the Democratic Republic of the Congo*, 13 February 2007, http://www.ias.uni-bayreuth.de/resources/africa_discussion_forum/07-08_ws/LKandexANC.pdf, p. 7.

⁹ EBENGA, J., "Controverse autour de la désignation des chefs des régions militaires", *Le Potentiel* du 9 octobre 2003.

sécurité de la province du Nord-Kivu furent confiées au RCD-Goma (seule exception dans le pays et en violation de l'AGI/accord global et inclusif) qui, en plus, maintenait une influence prépondérante sur les mêmes services dans les trois autres provinces. Cela se révéla être un grand obstacle au retour de la paix au fur et à mesure que l'on évoluait vers la fin de la transition. L'implication directe d'un tel partage est qu'au niveau des entités locales, celles que la Constitution appelle désormais « entités territoriales décentralisées », la situation est restée inchangée.

C'est dire que, depuis le 30 juin 2003, l'on a assisté à la juxtaposition de deux ordres, celui du RCD-Goma et du RCD-ML à la base et celui du gouvernement (hétéroclite) de la transition au sommet des provinces et à Kinshasa ou, mieux, au maintien des structures parallèles dans l'armée et l'administration par ces deux groupes armés¹⁰. L'autorité de Kinshasa y est restée absente ; malheureusement, cette situation a été de nouveau maintenue avec le report des élections locales. Et même, les autorités provinciales ne contrôlent quasiment pas ce qui se passe à l'intérieur des différents territoires de leurs provinces ; elles ne peuvent même pas réaménager ou remanier en cas de nécessité les équipes qui dirigent les territoires, une de leurs prérogatives pourtant, du simple fait que les nominations à ce niveau sont toujours régies pas les principes de l'AGI. Les chefs de grands groupes armés opérant dans la province (Azarias Ruberwa pour le RCD-Goma et Antipas Mbusa Nyamwisi pour le RCD-ML) ont, en principe, encore leur mot à dire dans ces nominations. Pour ne pas réveiller le démon avec des chambardements dans l'administration territoriale, on s'en tient au statu quo. C'est la deuxième corde placée autour du cou de ces autorités élues. En plus, à chaque phase importante de l'application de l'AGI, le Rwanda et/ou l'Ouganda sont toujours intervenus pour torpiller le processus. Voici quelques faits pour illustrer cette affirmation. À la veille de la mise en place du gouvernement de transition à Kinshasa au début de juin 2003, offensive du trio APR/RCD-Goma/TPD sur les positions des FARDC et du RCD-ML à Kanyabayonga et arrêt de l'offensive aux portes de Lubero sur pression belgo-américaine. Dans la dynamique de l'installation de nouvelles autorités provinciales de la transition à Bukavu et à Goma, Jules Mutebusi (un Tutsi des Haut Plateaux d'Itombwe au Sud-Kivu) et Laurent Nkunda (un Tutsi de Rutshuru au Nord-Kivu), créèrent le FLEC/Front pour la libération de l'est du Congo, puis firent un assaut sur Bukavu (juin 2004). Cette énième escalade militaire accoucha du « mouvement rwandophone » dont l'objectif déclaré était d'empêcher le gouvernement central d'envoyer des troupes gouvernementales au Kivu. Au lendemain de la Conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs qui s'est tenue à Dar-es-Salaam en novembre 2004, les troupes de l'APR firent des incursions au Nord-Kivu et le « mouvement rwandophone » saisit cette occasion pour se radicaliser.

¹⁰ CRR, *RDC : Situation et Bilan de la transition dans les provinces*, s. l., le 14 avril 2006, pp. 41-45.

À la veille du premier tour des élections à la mi-juillet 2006, Laurent Nkunda créa un nouveau mouvement armé, le CNDP, pour protéger les Tutsi au motif qu'ils étaient menacés par les élections. À la veille et au lendemain de l'investiture du président élu, Joseph Kabila, en décembre 2006, le CNDP lança une offensive contre les brigades brassées dans les territoires de Rutshuru et Masisi et les affrontements qui en résultèrent continuent jusqu'à ces jours. Avant la mise en place du gouvernement central à Kinshasa (gouvernement Gizenga I, 14 février 2006), la présidence de la République à Kinshasa ajouta un nouvel ingrédient dans l'imbroglio du nord-Kivu en signant un accord extra-constitutionnel avec Kigali en janvier 2007 sur le mixage des troupes des FARDC et celles du CNDP. On sait qu'après la conclusion de cet accord, le CNDP renforça ses préparatifs militaires ou ce que d'autres appellent volontiers ses capacités de nuisance et que la guerre qui l'opposa aux FARDC (« l'affaire Mushaki », territoire de Masisi) se termina par la débâcle des FARDC (décembre 2007) et déboucha sur l'organisation de la Conférence de paix de Goma sur les deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu (janvier 2008) dans des conditions de reddition. Après la signature de l'acte d'engagement de Goma, le CNDP poursuivit sa guerre à la barbe des agents de la MONUC pour qui le slogan est : « No Nkunda, no job »¹¹. Pour Laurent Nkunda et ceux qui le soutiennent à bras le corps, « Après Goma = avant Goma ».

2.2. Deuxième piège : la forte politisation de la double question du désarmement et de la démobilisation des combattants

Selon Roland Marchal, « *le but de la démobilisation et du désarmement est fondamentalement d'aboutir à la restauration de l'État et à la réconciliation nationale* »¹² et cette double opération (désarmement et déflation des combattants) a partout « *un caractère éminemment politique* »¹³. Tel étant le cas, ce n'était pas un pur hasard qu'Azarias Ruberwa, président du RCD-Goma, soit devenu avec l'appui de la communauté internationale vice-président de la RDC en charge de la Commission politique, du désarmement, de la démobilisation et de la sécurité, et Tharcisse Habarugira (lui-même membre du directoire du RCD-Goma) vice-ministre chargé de la sécurité et de l'ordre public (du 30 juin 2003 au 12 octobre 2006) et ministre de la défense (du 12 octobre 2006 au 14 février 2007). L'exécution des programmes DDR et DDRR durant la transition a fait l'objet de beaucoup d'études ; mais, aucune de ces études ne se penche sur la manière dont leur politisation a pesé négativement sur la transition, hypothéquant ainsi la post-transition. Aussi bien, se contenter de dire que « *le vrai problème du Nord-Kivu est la présence*

¹¹ Déclaration recueillie et répercutée par un correspondant local.

¹² MARCHAL, R., « Terminer la guerre », in MARCHAL, R., MESSIANT, C., *Les chemins de la guerre et de la paix. Fin de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Éditions Karthala, 1997, p. 26.

¹³ MARCHAL, R., *op. cit.*, p. 7.

des combattants hutu qui sont venus du Rwanda depuis 1994, refusent de rentrer dans leur pays, sèment les troubles, le désordre et la désolation dans la population à l'Est, celles des groupes armés, notamment le groupe de M. Laurent Nkunda, et d'autres milices qui ont refusé le processus d'intégration dans l'armée régulière »¹⁴, est trop simplifier les choses quand on sait que la guerre actuelle a débuté en mars 1993 avec en lice les mêmes commanditaires et principaux acteurs. En plus, une telle vision élude, par ignorance ou délibérément, le fait que la guerre de Laurent Nkunda est en réalité celle du RCD-Goma qui sent que le monopole politique et militaire qu'il détient depuis près de dix ans est menacé par les élections locales attendues. C'est une vérité que, pour des raisons multiples, les « *faiseurs de paix au Congo* » et les « *public intellectuals* » ne veulent pas entendre. Étant donné les rivalités habituelles entre les Nande et les Hutu du Nord-Kivu, la forte position actuelle du RCD-ML d'Antipas Mbusa Nyamwisi à Beni/Butembo, Goma et Kinshasa est un autre aspect dont il faut tenir compte pour mieux comprendre les jeux politico-militaires derrière l'affaire des FDLR.

2.2.1. Le programme DDR

Les groupes armés locaux (une vingtaine au moins)¹⁵ sont appréciés et traités différemment par la communauté internationale. C'est ce qui explique que plusieurs ambiguïtés entachent l'opération DDR (Disarmament, Demobilisation and Reinsertion). Pour la question des combattants nationaux dits *mayi-mayi*, on évoque une neutralisation inconditionnelle, et les mécanismes ad hoc ont été mis en place : Commission nationale de la Démobilisation et de la Réinsertion (CONADER), Structure de l'Intégration militaire (SIM) ou Bureau chargé de l'intégration. Celui-ci est perçu parfois comme « une coquille vide dépourvue de pouvoir » et de moyens par rapport à la maison militaire ou la garde présidentielle¹⁶. Beaucoup de gens estiment que l'action de cette organisation gouvernementale qu'est la CONADER a été un échec pour plusieurs raisons : manque de moyens et de paiement des salaires au personnel, installations insuffisantes, manque de nourriture et d'eau dans les centres de brassage, réticences de beaucoup de groupes armés à participer au processus du brassage au vu de l'opposition des groupes armés à dominante tutsi et alliés au Rwanda¹⁷, méfiance entre les démobilisés dans les différents centres de brassage et de recyclage/CBR (ex. Mushaki, Luberizi). Au lieu d'en corriger les erreurs et d'utiliser différentes formes de pression pour ramener les récalcitrants au brassage, Kinshasa a entamé la fameuse opération de mixage

¹⁴ Propos du Président Joseph Kabila parlant avec les journalistes à l'issue de sa visite à Brazzaville le 3 juin 2007.

¹⁵ *Karibu*, n° 105, février 2008, p. 8.

¹⁶ SWART, G., "Heralding or Hampering Peace? The Troublesome Transition in the DRC", *Conflict Trends*, 2/2005, p. 17.

¹⁷ AMNESTY INTERNATIONAL, *République Démocratique du Congo. Nord-Kivu : les civils paient le prix des rivalités politiques, militaires et ethniques*, Index AI : AFR 62/013/2005, Londres, 28 septembre 2005, p. 8.

des troupes des FARDC et de celles du CNDP dont les dégâts sont énormes sur le terrain. Quant au CNDP de Laurent Nkunda (Nord-Kivu), créé après la conclusion de l'AGI, et des groupes similaires qui, quoiqu'étant plus anciens, opèrent dans les Hauts Plateaux d'Itombwe au Sud-Kivu, ils bénéficient d'un traitement d'exception. Au lieu de les traiter comme les groupes armés congolais précédents, on conditionne leur désarmement à l'extirpation du « phénomène FDLR » et au retour des réfugiés dits Tutsi congolais du Rwanda. Ainsi, la question des FDLR ou, mieux, des groupes hutu rwandais armés et que Laurent Nkunda met en avant pour ne pas déposer les armes, et celle des Tutsi congolais réfugiés dans la région, mise en première ligne dans l'accord Kigali-Kinshasa qui a accouché du mixage (janvier 2007) et dans l'Acte d'engagement de Goma (janvier 2008), sont des pièges corollaires qui placent la RDC dans une situation dangereuse.

L'administration mise en place par Laurent Nkunda dans de vastes régions des territoires de Rutshure et de Masisi¹⁸ (une administration privée dans l'administration étatique ou mieux, un État dans l'État)¹⁹ est indicative quant à la direction dans laquelle cette partie du pays est embarquée et à l'ampleur de l'impuissance ou du manque de volonté politique du gouvernement de Kinshasa et de la communauté internationale pour mettre un terme à cette anomalie. Les choses se compliquent davantage du fait que Laurent Nkunda déclare « avoir pris les armes pour chasser les FDLR ». Cette déclaration inscrit sa lutte armée dans le projet de Paul Kagame, lui qui brandit constamment le danger des Interahamwe/FDLR pour maintenir la pression militaire sur la RDC et, corollairement, couvrir les intérêts politiques et économiques de son régime au Kivu. Rigobert Minani en donne une explication supplémentaire : « Laurent Nkunda, l'épiphénomène. Un diplomate a une fois insinué : 'Si vous arrêtez Nkunda, émergeront des milliers d'autres Nkunda... Si vous continuez à donner vos minerais aux Chinois, votre pays ne mettra pas fin à Nkunda ni au phénomène Nkunda'. La reprise de la guerre dans le Masisi et Rutshuru au Nord-Kivu, comme les autres 'insécurités' au Sud-Kivu et en Ituri participent dans une certaine mesure à cette question de géostratégie politique de la RDC »²⁰. Au vu de ce qui précède, peut-on douter encore que les ambitions de Laurent Nkunda consistent à ne pas lâcher prise sur les zones les plus riches et les plus peuplées du Masisi et du Rutshuru qu'il contrôle²¹ ou créer une unité politique différente au sein de l'État congolais²² ?

¹⁸ HUMAN RIGHTS WATCH, *République Démocratique du Congo. Nouvelle crise au Nord-Kivu*, vol. 19, no.17 (A), New York, octobre 2007, pp. 15-16, 76.

¹⁹ C'est la variante de l'ordre RCD-Goma et TPD entre octobre 1998 et février 2007. Alors que dans ce cas, tout était officiellement fait au nom du binôme tutsi-hutu, l'ordre de Laurent Nkunda est établi au nom de ses frères tutsi.

²⁰ MINANI, R., *RDC : La démocratie à l'épreuve de la géopolitique*, Kinshasa, 20 novembre 2007, p.7.

²¹ Ce qu'un de ses officiers appelle sans gêne « notre petit État » : HUMAN RIGHTS WATCH, *op. cit.*, p. 72.

²² HUMAN RIGHTS WATCH, *op. cit.*, pp. 26 et 78.

Les groupes armés qui sont entrés dans les institutions de la transition (juin 2003-février 2007) comme le RCD-Goma et le RCD-ML (quasi monoethnique nande) ont gardé leur puissance de feu au Sud-Kivu et au Nord-Kivu. Leurs officiers contrôlent en tout ou en partie les différents échelons des commandements de la 10^{ème} et de la 8^{ème} régions militaires. D'autres sont, par contre, entrés en dissidence ; ils opèrent sur le même espace et sans avoir coupé les liens avec les premiers (commandants au sein des FARDC). La débâcle des FARDC à Mushaki (point stratégique sur la route Goma/Sake-Masisi) le 10 décembre 2007, qui a mis en cause la complicité du général Amisi (compagnon d'armes de Laurent Nkunda, ce dernier et Amisi étant connus comme les deux bouchers de Kisangani en 2000), est un cas d'espèce. Si la dissidence au sein du RCD-Goma a été claire et médiatisée, celle qui se fait au sein du RCD-ML est occasionnelle et trouve son terrain de prédilection dans la chefferie du Bwisha (Rutshuru) à la frontière avec le territoire de Lubero et l'Ouganda. Il faut ajouter à ces tactiques du RCD-Goma et du RCD-ML qui alimentent régulièrement les violences, un phénomène postélectoral, à savoir le PARECO (Patriotes Résistants Congolais). Mouvement armé présidé par le général Lafontaine Kakule, le PARECO fut créé au lendemain de la signature de l'accord sur le mixage, dans le but de faire face à un nouveau danger qui pointait à l'horizon, la coalition APR/RCD-Goma/CNDP. Il est en fait pour le RCD-ML ce que le CNDP est pour le RCD-Goma.

2.2.2. *Le programme DDRRR*

Ce programme vise avant tout les ex-FAR/Interahamwe regroupés sous l'étiquette de « forces négatives »²³. Et comme une délégation du Conseil de sécurité dans la région le soulignait en novembre 2004, la réussite de cette opération DDRRR (Disarmement, Demobilisation, Repatriation, Reintegration, Reinsertion) ne dépend pas seulement de l'action du gouvernement de Kinshasa, mais aussi et surtout de « l'attitude d'ouverture du Rwanda concernant le rapatriement des combattants des ex-FAR/Interahamwe »²⁴. La politique envisagée dans l'exécution de ce programme est la persuasion pour le rapatriement volontaire et, à défaut, le rapatriement forcé. Les résultats de la campagne de persuasion seraient, selon les instances impliquées, positifs : « plus de 15.000 hutus sont déjà rapatriés au Rwanda depuis le début du démarrage du programme de rapatriement en 2001 », déclarait en avril 2008 Ndiaga Diagne, Chef d'équipe de la section DDRRR de la MONUC²⁵. Mais,

²³ Cette expression est utilisée au Rwanda dès 1995 pour disqualifier tous ceux qui ne partageaient pas l'idéologie du FPR (RUZIBIZA, A. J., *Rwanda. Histoire secrète*, Paris, Éditions Panama, 2005, p. 338) ; elle a été intégrée dans les accords de Lusaka (10 juillet 1999) comme si c'était le Rwanda qui l'avait imposée. Ce dernier la manipule dans tous le sens en RDC car il l'applique aux Hutu rwandais et congolais, sans oublier les résistants *mayi mayi*.

²⁴ *Rapport de la Mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale du 21 au 25 novembre 2004*, New York, 30 novembre 2004, p. 3.

²⁵ "Goma : Rapatriement volontaire, les FDLR posent un préalable", *RadioOkapi.net* du 5 avril 2008.

au regard des attentes, la déception est totale. Ainsi, les premières offensives lancées contre les FDLR par les forces combinées FARDC-MONUC²⁶ n'étaient, aux dires d'Antipas Mbusa Nyamwisi, alors ministre de la Coopération régionale dans le gouvernement de transition, que « *des opérations coup de poing destinées à éloigner les combattants rwandais loin de principaux axes routiers où il semaient la terreur et la désolation* »²⁷ et non à les ramener chez eux. C'est dans la foulée de la mise en place des institutions de la Troisième République que la pression américaine et rwandaise devint de plus en plus grande. Les nouvelles offensives des FARDC-CNDP ou brigades mixtes, décidées par le gouvernement de Kinshasa avec l'aval de la MONUC, furent menées entre janvier et août 2007²⁸ ; elles ne visaient pas elles non plus à ramener les éléments des FDLR au Rwanda. Les mécanismes mis en place pour désarmer les Hutu basés en RDC (les « Third Party Verification Mechanisms »/TPVM créés au lendemain de l'accord Rwanda-RDC du 30 juillet 2002 ; la Commission « Tripartite Plus Un » imposée par les États-Unis en 2006 comme instrument de la sécurité collective) ne pouvaient donc pas porter fruit. Ils ont finalement été intégrés dans une feuille de route dévoilée lors des accords de Nairobi (novembre 2007) et d'Addis-Abeba (décembre 2007). Cette feuille de route qui définissait un nouveau schéma et était matérialisée par la création d'une Task Force dont le siège a été fixé à Goma. En principe, le Rwanda et son alliée, l'Afrique du Sud, sont paradoxalement appelés à y jouer un rôle non négligeable. Avec cette Task Force, le Kivu est placé, sous couvert du programme du DDRRR, dans une orbite politique qui ne manquera pas de surprendre car « *Laurent Nkundabatware ne serait que la partie émergée de l'iceberg* »²⁹. D'autant plus que tout cela s'accompagne du renforcement de la présence euro-américaine dans la région : installation du REJUSCO (Restoration Programme for Justice in Eastern Congo) piloté par la Coopération belge (Goma, juin 2007) ; installation d'une ONG espagnole, « *Voisins sans frontières* » (Bukavu, 10 août 2007)³⁰ ; ouverture d'un Consulat général belge (Bukavu, 16 novembre 2007), installation à Goma (décembre 2007), une région sans citoyens américains, d'une représentation diplomatique américaine dont le chef aurait le rang d'ambassadeur ; transfert du Quartier général de la Division Est de la MONUC de Kisangani à Goma (février 2008).

La coordination des opérations militaires contre les FDLR étudiée en mars dans les enceintes de la MONUC à Goma par son commandement, le chef d'État-Major des FARDC (Dieudonné Kayembe) et le chef d'État-Major

²⁶ FARDC-MONUC, *Rapport de mission sur l'opération Walungu*, Bukavu, novembre 2004, p. 6.

²⁷ KABWE, W., « FDLR : des signaux d'une adhésion à un rapatriement volontaire », *Le Potentiel* n° 3612, Kinshasa, 22 décembre 2005.

²⁸ ICG, *Congo: Bringing Peace to North Kivu*, Africa Report, Nairobi/Brussels, 31 October 2007, p. 1.

²⁹ N'SAKA WA N'SAKA, J., « « Task Force » et Conférence sur la Paix au Kivu », *Le Phare*, Kinshasa, 28 décembre 2007.

³⁰ *Karibu*, n° 100, septembre 2007, p. 12.

de l'armée rwandaise³¹ (James Kabarebe, celui-là même qui a commis le génocide contre les réfugiés hutu burundais et rwandais et les Congolais de l'Est entre septembre 1996 et juillet 1998) est-elle cette fois-ci la bonne ? Peut-être, dans la mesure où les États-Unis font de l'annihilation des FDLR leur affaire propre. Le Rwanda vient de remettre à Kinshasa une liste de près de 7.000 Hutu rwandais supposés être génocidaires et encore présents en RDC, lesquels devraient être mis hors d'état de nuire comme gage de la paix en RDC et dans la région.

Inversement, le désarmement du CNDP (Nord-Kivu) et des groupes armés similaires des Haut Plateaux d'Itombwe (Sud-Kivu) n'est pas à l'ordre du jour. Malgré la forte position qu'ils occupent dans les structures du programme Amani, ils boude souvent ses travaux sous des prétextes divers³² sans que la moindre pression de la communauté ne les en dissuade.

Pour montrer que l'on veut passer à la vitesse supérieure, le Conseil de Sécurité, qui avait imposé et maintenu l'embargo contre la RDC aussi longtemps que Kinshasa se battait directement avec le Rwanda et l'Ouganda, l'a partiellement levé le 31 mars 2008³³ ; c'est l'anéantissement des FDLR et *mayi-mayi* qui a, sans nul doute, dicté ce changement de cap.

2.3. Troisième piège : le « *top down electoral process* »

Les acteurs de la société civile au Zaïre ont toujours prôné l'importance d'une démocratie participative, c'est-à-dire celle qui est impulsée à partir de la base. Pour nous limiter au contexte du Kivu, empruntons les discours de deux acteurs sociaux et politiques bien connus : Patient Bagenda Balagizi (président du GEAPO, membre du directoire du Comité Anti-Bwaki et ancien président du Bureau de coordination de la société civile du Sud-Kivu et le Père Rigobert Minani (président du Groupe Jérémie et du RODHECIC). En mars 1994 (sous le régime de Mobutu), le premier cité déclarait : « *La nouvelle société dont nous voulons jeter les bases devrait procéder à partir de la base, en corrigeant constamment les erreurs de parcours. Dans cette perspective, la démocratie au Zaïre ne doit pas être conçue comme la chanson d'une certaine élite ou une mode importée imposée par un nouveau dictateur. Il faut une structure implantée à la base* »³⁴. Le second cité est revenu sur la même idée en février 1997, c'est-à-dire au moment où l'AFDL venait de prendre par les armes le contrôle des deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu et où la conquête du pouvoir à Kinshasa venait de commencer. Après avoir fustigé la légèreté avec laquelle la communauté internationale traitait la

³¹ "Goma : les généraux Dieudonné Kayembe et James Kabarebe se concertent", *RadioOkapi.net* du 16 mars 2008.

³² "Les groupes armés de l'Est de la RDC adoptent le plan de désengagement de leurs troupes sans le CNDP de Nkunda et les FRF", *Le Potentiel* du 5 juillet 2008.

³³ "RDC : levée de l'embargo sur les armes", *Le Potentiel* du 2 avril 2008.

³⁴ "Zaïre : Faire vivre la société civile", *Revue nouvelle*, Tome XLIV, n° 3, mars 1994, p. 22.

question des réfugiés hutu (rwandais et burundais) au Zaïre³⁵ au nom de la protection de ce qu'elle appelait « *minorité tutsi lésée* » et souligné que « *pour avoir été libérée sans elle, la population se réserve et observe* », il conclut ainsi : « *Le véritable changement pour notre pays doit être une émanation de la population qu'il faudrait associer à tout le processus dès la base afin que celle-ci s'implique et participe activement à l'éclosion de ce changement. Toute démarche contraire ne peut conduire qu'à une nouvelle dictature* »³⁶. Hélas, les élections qui viennent de se dérouler et qui, comme par hasard, étaient supervisées par un représentant de la société civile, l'abbé Malumalu, président de la Commission électorale indépendante (CEI), constituent tout juste le contraire de ces vœux. Avant de montrer les méfaits d'un tel processus électoral qui part du haut vers le bas et non l'inverse, situons cette expérience qui n'est pas, du reste, unique ou exceptionnelle dans la Realpolitik mondiale : « *Abroad (outside the U.S.), democracy is fine as long as it takes the 'top down form' that does not risk popular interference with U.S. primary interests of power and wealth* »³⁷.

2.3.1. *Élection et investiture du Président*

Au lendemain du premier tour des élections, certains acteurs internationaux ont commencé à délier leurs langues. Ainsi a-t-on appris que l'objectif poursuivi par la communauté internationale dans la transition n'était pas tellement de résoudre les problèmes auxquels le pays faisait face, mais plutôt de baliser le chemin qui mènerait à la victoire électorale de Joseph Kabila³⁸. L'AGI³⁹, le projet de constitution⁴⁰ et le calendrier électoral⁴¹ étaient donc taillés sur mesure. La MONUC et le CIAT ont servi de rempart protecteur. C'est pourquoi Joseph Kabila a été élu président le 29 octobre et investi en décembre 2006. Le gouvernement et le Sénat (dernière institution nationale à être mise en place) ont été installés le 24 février et le 14 mai 2007

³⁵ Pour une plaidoirie en faveur des réfugiés, lire MUNZHIRWA, C., *Lettre à Monsieur l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Kinshasa. Concerne : évolution inquiétante de la situation au Sud-Kivu*, Bukavu, 3 juin 1996.

³⁶ MINANI, R., *Pour une paix durable dans la région Est du Zaïre*, Bukavu, février 1997, p. 2.

³⁷ CHOMSKY, N., *Failed States. The Abuse of Power and the Assault on Democracy*, London, Penguin Books Ltd, 2006, p. 204.

³⁸ RÉMY, J.-P., « Au Congo, le décompte favorable à Joseph Kabila n'écarte pas le risque des tensions », *Le Monde* du 10 août 2006, p. 5.

³⁹ Pour Jean Omasombo et Noël Obotela, « 1+4, c'est d'abord Joseph Kabila » : « La 'dernière' transition en RDC », *L'Afrique des Grands Lacs. Dix ans de transitions conflictuelles. Annuaire 2005-2006*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 248-252. « 1+4 », c'est la formule magique de l'AGI.

⁴⁰ Par exemple, la fixation de l'âge minimum à 30 ans pour la candidature aux présidentielles visait à récupérer Joseph Kabila et, de ce fait, violait le caractère impersonnel que devrait avoir la loi électorale, TSHIYEMBE, M., *Projet de constitution bâclé et périls sur les élections : Où va la RD Congo ?*, Paris, 12 décembre 2005.

⁴¹ Le fait de répudier, à défaut des élections du bas vers le haut, l'organisation des élections simultanées à tous les niveaux est en soi un autre signe que le jeu était de vouloir tout quadriller pour éviter des surprises désagréables.

respectivement, soit plus de deux mois pour le premier cas et plus de cinq mois plus tard pour le deuxième. C'est la même communauté internationale qui a donné le feu vert, voire son appui, pour écraser Jean-Pierre Bemba, rival de Joseph Kabila au deuxième tour des élections, et le forcer à l'exil. C'est la même communauté internationale qui, après avoir imposé le dialogue intercongolais avant le retrait des troupes étrangères de la RDC, a tenu à ce que les élections soient « *organisées avant que les armes ne se soient tues* »⁴². Aujourd'hui, le pays tout entier est toujours tenu en otage par cet engrenage militaire (2.1 et 2.2).

Joseph Kabila fut le seul homme à bord du bateau RDC pendant deux mois au moins. Et pendant cette période, il a pris des décisions qui, jusqu'à présent, pèsent lourdement sur la situation interne du pays : signature d'un accord avec Kigali sur le mixage et la navigation entre la force et la négociation avec Laurent Nkunda, immixtion dans les élections des gouverneurs et membres des bureaux des Assemblées nationale et provinciales (Bukavu, Kasai, Bas-Congo), réticence à promulguer la loi sur la décentralisation, maintien du litige sur l'affaire des 40 % des recettes, litige qui prive les provinces des moyens de leurs actions.

2.3.2. *Élection des autorités locales*

L'élection des autorités locales et, partant, la fin de l'ordre politique mis en place par l'APR/RCD-Goma et le RCD-ML entre 1999 et 2002, était initialement prévue pour le mois de mars 2008. Cette échéance vient d'arriver à terme sans qu'une autre date butoir ne soit fixée. Au contraire, Laurent Nkunda a mis sur la table une autre exigence, à savoir le retour des réfugiés tutsi avant l'organisation des élections locales. D'où la question de savoir comment et dans quel timing, même en cas de bonne volonté politique avérée, il faudrait d'abord éradiquer le phénomène FDLR au Kivu, ensuite rapatrier les réfugiés tutsi congolais et enfin organiser les élections locales. Vues sous le seul angle de cette double exigence de Laurent Nkunda, les élections locales deviennent dans le processus de paix un nœud gordien qui est très difficile à dénouer. Les effets du grand retard dans l'organisation des élections locales et la promulgation de la loi sur la décentralisation (plus d'une année et demie après l'investiture de Joseph Kabila) montrent qu'une politique délibérée est en passe de porter ombrage au fonctionnement des institutions provinciales. Comme les gouverneurs du Sud-Kivu et du Nord-Kivu ne sont pas aussi nantis que celui du Katanga, Moïse Katumbi, qui n'hésite pas à puiser dans sa fortune personnelle ou à défier Kinshasa en vue de servir sa province⁴³, ils auront pour longtemps les populations à dos.

⁴² WILLAME, J.-C., *Les « faiseurs de paix » au Congo. Gestion d'une crise internationale dans un État sous tutelle*, Bruxelles, GRIP-Éditions Complexes, 2007, p. 166.

⁴³ CROS, M.-F., "Le réveil du Katanga ? Un gouverneur pas comme les autres", *La Libre Belgique* du 19 mars 2008.

2.4. Quatrième piège : un double mythe créé pour les besoins de la cause

« Le Kivu paie cash sa naïveté ». Cette déclaration du journal kinois *Le Révéléateur* du 11 mai 2007 s'imposait du fait que l'élection de Joseph Kabila par plus de 95 % au Kivu tarde à apporter le dividende de la paix. Le dire si clairement ne relève ni du chauvinisme ni de la xénophobie. Car, au lendemain de son investiture, le Kivu a été plongé dans une nouvelle guerre dont les principaux instigateurs n'étaient que les alliés du RCD-Goma qui remuent le spectre de la victimisation des Tutsi et entendent défendre leurs intérêts par les armes. Face à cette situation, le désenchantement se substitue à l'enthousiasme initial ; même Bukavu qui a porté à bras le corps Joseph Kabila et qui compte beaucoup de gens dans son entourage ne fait pas exception. C'est un paradoxe qui, en même temps qu'il fâche, suscite beaucoup d'interrogations et alimente, parfois, des sentiments nationalistes. La démonstration en a été faite par l'honorable Nsinga Udjuu qui se disait écoeuré par « *la situation de l'Est qui crée des insomnies, sème la mort et la désolation aux électeurs de cette partie du pays et demande, pour y mettre un terme, d'identifier les Nkunda du Kivu et les Nkunda de Kinshasa, démasquer les Nkunda visibles et les Nkunda invisibles* »⁴⁴. Dans les propos de cet ancien grand mobutiste et Premier ministre du Zaïre transparait une méfiance vis-à-vis de certains leaders congolais, ceux de l'Est en particulier⁴⁵. Il n'est pas le seul à penser de la sorte car, à l'Est même, les populations sont en train de regretter les voix qu'ils ont données à Joseph Kabila et à des individus qui exhibent au grand jour leur vulnérabilité face à la corruption et manifestent très peu d'attachement aux intérêts du pays. Grassement payés, ils sont insensibles à la misère du peuple qui est, pourtant, une bombe à retardement. En dehors de ce cliché fort discutable (bon leader de l'Est versus mauvais leader de l'Ouest), il y a lieu d'ajouter cette dimension non moins pertinente : le clivage Est-Ouest dont on parle tant et la démarcation entre les deux sont mal définis. Jean Omasombo et Noël Obotela qui y font allusion en se référant à la prise des positions de certains leaders congolais tant dans l'affaire Lumumba en 1960-1961 que dans les rivalités politiques de la CNS⁴⁶ prennent ce clivage pour réalité sans en dire plus. Or, il y a, au sujet de cette question, à boire et à manger.

⁴⁴ KONGO, V. C., "Congo-Kinshasa. Le parlement décidé à exorciser le syndrome Nkunda : Débat à huis clos sur l'insécurité qui persiste à l'Est du pays", *Le Phare*, Kinshasa, 25 octobre 2007.

⁴⁵ Au-delà des actes de trahison et des compromissions observés dans la guerre et le processus de paix en cours, l'éternelle hantise de savoir qui, au Kivu, est Congolais et qui ne l'est pas, est toujours présente dans les esprits de beaucoup de gens à Kinshasa (KINYALOLO, K., "Montréal au Canada. Une lettre ouverte aux politiciens du Kivu", *Hebdo Ju*, 20 juillet 1995, p. 10).

⁴⁶ OMASOMBO, J., OBOTELA, N., *op. cit.*, pp. 150-151.

2.4.1. « *Le mythe du leadership de l'Est* » : un arbre qui cache la forêt

Depuis le début des années 1990, on nous a fait croire que le leadership de l'Est est plus travailleur, plus honnête et plus crédible que celui de l'Ouest. L'un des arguments avancés est que le Kinois (identifié à tort au concitoyen de certaines provinces de l'Ouest du pays) est en général démuni et affamé et que, de ce fait, il est facilement corrompible et paresseux. On oublie par aveuglement que ces tares sont bien présentes dans certaines communautés du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, que la kinoiserie, ce mal congolais, est l'affaire de tous ceux qui y vivent depuis des années et que la paupérisation érigée en méthode de domination depuis la guerre de 1996-1997 a fait des gens de l'Est des proies faciles à l'achat des consciences et à toute autre forme de manipulation politique. Dans la foulée de l'invasion de la RDC par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi et quand, par manque de vainqueur militaire, on a senti la nécessité de négocier, les producteurs de ce discours revinrent à la charge. Cette fois-ci, ils prétendirent que les leaders de l'Est étaient les mieux placés si pas les seuls à pouvoir connaître la nature et les enjeux de la crise de la région des Grands Lacs. Ce dont on peut également douter. Mais, ce qui est étonnant, c'est que, même au sein de ce leadership de l'Est, l'attention a été portée sur une petite poignée de personnes ; ce sont celles-ci qui furent mises en avant et choisies comme interlocuteurs pour les questions régionales et, implicitement, nationales. Citons, à titre d'exemple, les cas les plus connus : Vital Kamerhe (commissaire général pour le suivi du processus de paix dans les Grands Lacs) ; Baudouin Hamuli Kabarhuzza (coordinateur national de la Conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs) ; Antipas Mbusa Nyamwisi (ministre en charge de la Coopération régionale dans le gouvernement de la Transition, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dans le gouvernement de Gizenga) ; abbé Malumalu (président de la Commission électorale indépendante et de la Conférence de paix sur le Sud-Kivu et le Nord-Kivu en janvier 2008, Coordonnateur du programme Amani, autrement appelé Comité de suivi des recommandations de Goma) ; Marcellin Cishambo (conseiller principal politique et diplomatique du Président de la République), Jean-Luc Kuye Ndongwa Mulemera (président de la Commission Vérité et Réconciliation) ; Mushagalusa Ntayeza Ndi (nouveau procureur général de la République), etc.

En fait, la plupart de ces leaders et beaucoup d'acteurs de la société civile qui sont invités régulièrement aux forums internationaux appartiennent à un certain cercle de Bukavu ; sinon, tous appartiennent à l'axe Bukavu-Beni/Butembo, les interlocuteurs privilégiés par le gouvernement de Joseph Kabila et la communauté internationale à Goma étant souvent des Tutsi. En ironisant, Eric Badibanga parle de « *think tanks de ces Messieurs venus de l'Est* »⁴⁷ pour souligner qu'ils sont en plein service ou, pour reprendre les

⁴⁷ BADIBANGA, E., *Goma : trois phrases, trois actes*, Kinshasa, 18 janvier 2008.

expressions du philosophe et théologien congolais, Kä mana, qu'ils font partie de ce groupe « *d'hommes de main dans un vaste tourbillon dont ils ne maîtrisent rien du tout* », (qui ne sont rien d'autres que) « *des caniches et des marionnettes, (soumises aux) injonctions de grandes puissances qui tendent de plus en plus, après avoir imaginé sérieusement de dépecer la RDC par la voie militaire, à imaginer un démantèlement plus subtil, une division du travail et des dividendes entre les conglomérats mondiaux qui se serviraient des pouvoirs locaux en les maintenant dans une logique néocoloniale* »⁴⁸. D'autres qui sont, pour la plupart soit élus à coup d'argent soit nommés, s'emploient à la manipulation des affaires des provinces à partir de Kinshasa. Au lieu d'être les véritables porte-paroles de la base, ils agissent en chefs de clans et entretiennent des conflits d'allégeance à tous les échelons du pouvoir. L'affaire du gouverneur du Sud-Kivu à Bukavu, Célestin Cibalonza, dont nous parlerons plus loin est riche en enseignement.

2.4.2. « *Joseph Kabila* » : un mythe qui en cache d'autres

Ayant succédé au président assassiné, Laurent-Désiré Kabila, dans des conditions qui sont loin de susciter l'unanimité, Joseph Kabila a été vite vanté, avant même qu'il ne pose aucun acte concret. Évidemment, les éloges se sont amplifiés et sa popularité auprès de la communauté internationale est montée au zénith, la coopération qui était tombée à zéro a été réactivée après qu'il eut autorisé la réouverture des négociations intercongolaises ou, comme certains Congolais le disent, des négociations internationales sur le Congo, mais aussi l'éloignement des fidèles de Laurent-Désiré Kabila du centre des décisions à l'exception de Yerodia Ndombasi qui fut récupéré après, et en fin inversé la politique économique de son prédécesseur (qualifiée de dirigiste) en libéralisant l'économie. En clair, il apparaissait au départ comme un leader tout désigné.

« *Le mythe de Joseph Kabila, force tranquille* »⁴⁹. Joseph Kabila était un grand inconnu en RDC avant octobre 1997, date de sa nomination comme chef d'État-Major adjoint ou le second de James Kabarebe à la tête des FAC (Forces Armées Congolaises). Depuis qu'il était devenu chef de l'État en janvier 2001 jusqu'en juin 2006, il n'avait jamais foulé du pied le Kivu. Lorsqu'il y vint le mois suivant pour sa campagne électorale, il ne fit que du seul Bukavu son point d'attache. Dans ces conditions, comment un inconnu comme lui a-t-il pu se faire passer pour l'homme providentiel pour le Kivu et la RDC ? Pourquoi la communauté internationale l'a-t-elle soutenu alors que les abus et la corruption de ses cinq ans de règne ont été maintes fois exposés ? Un autre fait non moins révélateur est que « *Les Congolais (ont) donc voté, mais en aval tout restait à faire, non seulement en matière de sécurité intérieure, mais aussi en termes de gouvernance dans un État à*

⁴⁸ "Pour le salut de notre pays", *Le Potentiel* n° 4278 du vendredi 21 mars 2008.

⁴⁹ WILLAME, J.-C., *op. cit.*, p. 179.

reconstruire »⁵⁰. N'a-t-il pas été qualifié à juste titre de « candidat de l'Occident » ? Étant conscient de ne pas avoir une base réelle, le réflexe de Joseph Kabila est « *d'accroître son pouvoir et de s'écarter souvent de la Constitution dans son agi* » et de renforcer le clientélisme comme ses prédécesseurs le firent. Joseph Kabila s'efforce de contourner le gouvernement, de sorte que bien des gens ont le sentiment d'avoir deux gouvernements parallèles, celui de l'ombre étant le vrai détenteur du pouvoir⁵¹. En plus, le Premier ministre est pris en sandwich entre le PPRD (parti du président) et l'opposition. Une motion de méfiance contre son gouvernement est sur la table, même si elle divise encore la classe politique congolaise.

« *Le mythe de Joseph Kabila, candidat de l'Est* ». Des discours tendant à déblayer le terrain ont été produits. Pour les uns, la victoire électorale devrait revenir à celui qui se serait rallié le Kivu, d'où sont sorties les deux guerres. Pour les autres, la politique à Kinshasa se jouait au Kivu⁵². Dans ce deuxième cas, une question mérite d'être posée : cette « politique à Kinshasa » était-elle menée par les Kivutiens eux-mêmes et, si oui, lesquels, ou par ceux qui manipulaient les Kivutiens ? Dans ces deux hypothèses ou positions, Kinshasa ou l'Ouest du pays comptait peu au sein de l'équation électorale. L'Occident qui avait pris position trop tôt en faveur de Joseph Kabila⁵³ a drainé les leaders du Kivu dans cette dynamique. Nous le disons parce que l'ancien Premier ministre de Mobutu, Faustin Birindwa, originaire de Ngweshe (Sud-Kivu) et fin connaisseur des questions du Kivu, a lamentablement échoué malgré la volonté affichée, exprimée souvent à la télévision, et dans un contexte où la situation était encore moins complexe qu'aujourd'hui. Comment Joseph Kabila pourra-t-il faire la paix avec Laurent Nkunda (son ancien compagnon d'armes au sein de l'APR/AFDL) et Kigali sans porter préjudice aux intérêts du pays ? La gestion de Laurent Nkunda par Joseph Kabila pose un réel problème pour le Nord-Kivu en particulier et la RDC en général.

« *Le mythe de Joseph Kabila, garant de l'unité du pays* »⁵⁴. Hélas, son attitude face à ce qui se passe le long des frontières tend à prouver le contraire. Au Bas-Congo, le Bundu Dia-Kongo (BDK) de Ne Muanda Nsemi maintient cette partie du pays dans une situation explosive : le facteur catalyseur est la consanguinité des Bakongo de l'Angola, du Congo-Kinshasa et du Congo-Brazzaville alors que le pétrole de Moanda et le barrage hydroélectrique d'Inga sont au cœur des enjeux régionaux et internationaux. Si l'on n'y prend pas garde, il risque d'embraser toute l'Afrique équatoriale. Au Bandundu, l'Angola exhibe ses muscles de puissance régionale avec l'affaire de Kahemba qu'il

⁵⁰ *Ibidem*, pp. 187, 194.

⁵¹ « Le gouvernement parallèle rassemble au Groupe de Binza », *Le Phare*, Kinshasa, le 16 juillet 2008.

⁵² MAS, M., « Le pouvoir à Kinshasa se joue dans le Kivu », *RFI-Actualité* du 30 mai 2004.

⁵³ RÉMY, J.-Ph., « Au Congo, le décompte des voix favorables à Joseph Kabila n'écarter pas le risque de tensions », *Le Monde* du 10 août 2006, p. 5 ; ICG, *op. cit.*, p. 2.

⁵⁴ MUGARUKA, R., *Évaluation prospective de la transition en RDC dans l'entre-deux tours de l'élection présidentielle. Comment exploiter au second tour les leçons du premier tour des scrutins ?*, Kinshasa, 25 septembre 2006.

occupe depuis février 2007. Au Kasai, les conflits fonciers opposent différents clans luba au moment où l'on assiste à la montée des rivalités entre les Tetela de la savane et ceux de la forêt, rivalités cristallisées dans les institutions centrales à Kinshasa. Le Katanga dirigé par un gouverneur à double nationalité (congolaise et zambienne) fait face aux infiltrations militaires zambiennes dans les régions de Kapingo et de Moba alors qu'il renoue avec la xénophobie contre les non-originaires ; distillée hier par l'UFERI (Union des Fédéralistes et Républicains Indépendants), celle-ci est réactivée aujourd'hui par l'UNAFEC (Union des Nationalistes Fédéralistes Congolais) avec le même Gabriel Kyungu wa Kumwanza (président de l'Assemblée provinciale) aux commandes. On parle même de l'imminence de l'imposition de visas aux Congolais d'autres provinces qui veulent se rendre au Katanga. Le Sud-Kivu connaît deux problèmes majeurs qui menacent la paix fragile : la revendication du territoire de Minembwe au Sud-Kivu par les Banyamulenge sans exception au moment où, dans la même province, le litige frontalier (du lac Tanganyika au lac Kivu) entre la RDC et le Burundi⁵⁵ est toujours en veilleuse⁵⁶. Le Nord-Kivu est secoué par une guerre sans fin dont l'arrière-fond est la politique d'implantation des colonies tutsi dans les territoires du Masisi et du Rutshuru et celle des pasteurs hima ougandais dans la plaine de la Semliki. La Province Orientale est soumise à l'exploitation mixte RDC-Ouganda (cas du pétrole du lac Albert). L'Ouganda réclame avec insistance la révision des frontières, secouées les infiltrations des bergers armés d'origine soudanaise (les Mbororo) et des rebelles de la LRA (Lord's Resistance Army).

2.5. Cinquième piège : fédéralisme sur fond de vellétés séparatistes

Il y a plus d'une décennie que, fustigeant la prédominance des intérêts égoïstes et du repli tribal, le Docteur Evariste Mukolo Djukolo concluait : « *Ce qui se voit au Sud-Kivu quotidien, c'est le spectacle d'une juxtaposition des groupes tribaux fondamentalement antagonistes qui, pour cohabiter en paix, ont même préféré être dirigés par les 'non-originaires' de la province, voire des réfugiés ! Comment faire coexister dans l'unité des forces aussi centrifuges* »⁵⁷. Et dans une conférence qu'il a tenue à Bukavu le 1er septembre 2006 sur « Les Universités du Kivu et la question identitaire », Léonard N'Sanda Buleli n'a fait que revenir sur cette gangrène endémique qui

⁵⁵ KATSHUNGA, L., "De la démarcation frontalière entre le Zaïre et le Burundi", *Hebdo Jua* du 8 mai 1995, p. 8.

⁵⁶ Des tensions dont l'origine n'est pas encore claire sont vives entre les deux pays ; elles ont débouché ces derniers temps sur des affrontements entre les FARDC et les Forces Armées burundaises dans la plaine de la Ruzizi (KABONGO, J. A., "Tension entre le Burundi et la RDC : un officier congolais tué à Kiliba", *Le Phare*, Kinshasa, 21 mars 2008). Coincée entre Bujumbura et le bastion tutsi des Hauts Plateaux d'Itombwe, la ville d'Uvira risque d'en faire les frais. Le fait que les Vira commencent à s'en prendre à ce qu'ils appellent l'hégémonie lega au sein de l'Eglise catholique risque de ne pas faciliter les choses.

⁵⁷ MUKOLO, D. E., *Fédéralisme au Zaïre : Le Sud-Kivu sera-t-il possible ?*, Bukavu, Kivu Presse, 1994, p. 8.

a toujours handicapé l'efficacité dans la gestion des provinces et qui est en train de jouer en faveur de ceux qui veulent l'implosion du pays à travers le projet fédéraliste. Au départ (début des années 1990), la géopolitique a fait des ravages non évalués jusqu'à présent. S'ensuivit la prolifération des Universités et Instituts Supérieurs privés à fortes connotations ethniques et régionales. La conséquence d'une telle politique nouvelle, en matière de l'enseignement universitaire et supérieur, fut la montée d'un sectarisme virulent et l'effondrement de ce qui, jusque là, constituait le ciment du sentiment national (mobilité estudiantine sur l'étendue du territoire national et caractère cosmopolite des effectifs estudiantins et du personnel au sein de chaque institution universitaire ou d'enseignement supérieur). C'est pourquoi des querelles byzantines fragilisent quotidiennement et partout la lutte collective pour les intérêts du pays.

3. FRAGILITÉ DES INSTITUTIONS POSTÉLECTORALES

Les institutions de la Troisième République ont été installées par étapes, et ce conformément au calendrier électoral établi par la CEI en accord avec les institutions d'appui à la transition, dont notamment le CIAT. Ces institutions sont nouvelles et leurs animateurs, pratiquement tous néophytes, ont tout à apprendre. Il se pose un grand problème d'infrastructures. Au Nord-Kivu, par exemple, l'Assemblée provinciale manque de bâtiment et loue ceux de la BDGL ; de même au Sud-Kivu, en octobre 2007, les cabinets de différents ministères ne fonctionnaient pas encore faute de bureaux et d'équipement. Les deux provinces manquent des fonds pour le fonctionnement et l'exécution de leurs programmes quinquennaux. Les crises internes (gouvernements versus assemblées, méfiance et tensions récurrentes entre les administrateurs territoriaux, non originaires, et leurs assistants, originaires, conflit au sujet de la perception des taxes entre l'autorité provinciale et les entités administratives décentralisées d'une part, entre les chefferies et les territoires d'autre part⁵⁸) n'ont fait que porter préjudice au bon fonctionnement des institutions provinciales.

Au Sud-Kivu, la crise institutionnelle a éclaté assez tôt. Une motion de défiance contre le gouverneur, signée par 24 députés sur 36, a été votée le 14 novembre 2007⁵⁹. Ces députés reprochaient à celui-ci d'être incompetent et de n'avoir rien fait pendant les cinq mois où il avait dirigé la province. Certains font de cette crise l'affaire des originaires de Ngweshe (Walungu) qui voulaient récupérer l'Exécutif provincial des mains des originaires de Kabare Sud (gouverneur Cibalonza et ministre de l'Intérieur Rugarabura). Par contre, Crispin Mutwedu (ministre des Mines, Energie et Hydrocarbures dans le gouvernement Cibalonza et originaire de Ngweshe) fait de la crise le résultat de l'immaturation politique des députés provinciaux qui avaient montré, lors de

⁵⁸ "Sud-Kivu : qui perçoit les taxes ? Chefferies et territoires à couteaux tirés", *RadioOkapi.net* du 17 mars 2008.

⁵⁹ *RadioOkapi.net* du 15 novembre 2007.

l'élection des sénateurs, un esprit de corruptibilité⁶⁰, les tâtonnements (compréhensibles !) du début de la législature et l'ambition démesurée d'une petite poignée parmi ces députés qui voulait faire un coup d'État contre la famille politique AMP (Alliance pour la Mouvance Présidentielle) à laquelle appartenait le gouverneur Cibalonza⁶¹. En plus, il reconnaît, comme d'autres, la non-gouvernabilité qui, jusque là, avait caractérisé la province du Sud-Kivu avant de souligner que c'était une fronde de 24 députés décidés à défenestrer Cibalonza du governorat et campés sur leur position, qui avaient voté une motion de défiance contre lui en déclenchant un processus devant conduire à sa destitution. Ce jeu d'échecs a été payant car, malgré la décision de la Cour Suprême de Justice à Kinshasa qui lui était favorable, le gouverneur a été contraint de jeter l'éponge en décidant de démissionner et, avec lui, l'ensemble de son gouvernement à la fin du mois de février 2008.

L'élection du nouveau gouverneur a eu lieu le 21 mars 2008 et c'est Louis Léonce Muderhwa⁶² (un autre Shi, qui serait le rival de Vital Kamerhe au sein du PPRD tout en étant aussi membre du clan Kengo⁶³) qui a été élu par les députés provinciaux du Sud-Kivu ; c'est dire que le Sud-Kivu aura passé un mois avec une équipe qui n'assurait que les affaires courantes. Ce fut même plus long à la mairie de Bukavu (6 mois) car le maire Prosper Mushobekwa, suspendu le 16 juillet 2007, ne fut réhabilité par le ministère de l'Intérieur que le 19 février 2008⁶⁴. Comme le nouveau gouverneur est aussi originaire de Kabare, c'est que le président Joseph Kabila a pesé de son poids dans son élection. Malgré l'élection d'un nouveau gouverneur issu de l'AMP, la guéguerre politique se poursuit à Bukavu de manière tantôt ouverte, tantôt sournoise. La poursuite judiciaire lancée contre l'équipe qui assurait l'intérim pour la question des malversations financières ne joue pas en faveur de l'apaisement à la tête de la province. En tout cas, le conflit interne à la communauté shi (Walungu versus Kabare) et le jeu de Joseph Kabila et d'un petit groupe de leaders de Bukavu autour de lui sont les deux grands ingrédients du manque de cohésion au sein de la direction provinciale et de l'ingouvernabilité affichée au Sud-Kivu. Dans ces rivalités et tiraillements politiques, les autorités coutumières sont hors-jeu de même que leurs sujets. Situé dans la géopolitique régionale, cet acte de déstabilisation du chef de l'Exécutif provincial est perçu comme l'affaire de ceux qui veulent empêcher les institutions démocratiques de fonctionner.

⁶⁰ *Karibu*, n° 94, Bukavu, février 2007, p. 12.

⁶¹ NZUZI, D., "Enjeu de l'élection du gouvernement du Sud-Kivu : les députés Amp tiennent à faire gagner leur candidat, assure le ministre provincial Mutwedu", *L'Avenir* du 13 mars 2008.

⁶² "Élection du nouveau gouverneur et vice-gouverneur de la Province du Sud-Kivu ce 21 mars 2008", *Notre Parlement et Nous*, Feuilleton de liaison de la Commission diocésaine Justice et Paix, n° 07 de mars 2008. Le nouveau gouverneur n'a réussi à former le gouvernement que le 10 juin 2008 à cause des conflits et de multiples blocages.

⁶³ Il est membre de l'UDI/Union des Démocrates Indépendants, parti de Kengo wa Dondo (KABUNGULU, N. K. H., *Parties and Political Transition in the Democratic Republic of Congo*, EISA Research Report, no. 20, 2006, p. 35).

⁶⁴ "Bukavu, le maire de la ville réhabilité", *RadioOkapi.net* du 20 février 2008.

Au Nord-Kivu, il y a eu deux motions de défiance contre le gouverneur Paluku : la première fut retirée in extremis et la seconde n'a pas pu être votée. Dans les deux cas, le gouverneur ne put sauver son mandat que grâce à l'intervention de son parrain, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Antipas Mbusa Nyamwisi. D'autres observateurs laissent entendre qu'il aurait été sauvé plutôt par son prédécesseur, Eugène Serufuri, influent dans l'Assemblée provinciale. Mais, pour le gouverneur Julien Paluku et ses collaborateurs, membres du gouvernement et de l'Assemblée de la province, le grand problème est ailleurs. D'abord, ils n'ont jamais pu exercer l'autorité dans les territoires du Rutshuru et du Masisi où Laurent Nkunda et autres groupes armés règnent en maîtres absolus. Seuls les territoires de Lubero et de Beni d'où il est originaire et qui sont bien protégés et encadrés par le RCD-ML et groupes armés alliés, bénéficient de la nouvelle politique provinciale.

3.1. Persistance d'une mentalité centralisatrice

Kinshasa prétend que la décentralisation doit se faire lentement étant donné que la situation est précaire. En passant aux actes, l'autorité centrale a commencé à interpréter à sa façon certaines clauses relatives aux compétences des provinces pour pouvoir continuer à agir comme avant les élections. D'abord, la loi sur la décentralisation et les 40 % des recettes qui doivent revenir aux provinces ne sont pas encore effectives à 15 mois après l'investiture du président. Ensuite, la persistance du spectre de l'insécurité pousse le chef de l'État à intervenir dans les affaires des provinces. Il profite de cette période de flottement pour manipuler la logique des composantes qui n'a pas changé sur le plan militaire et pour placer ses pions, souvent des officiers du RCD-Goma et alliés, dans des positions stratégiques. Le maintien du général Amisi dans l'état-major des FARDC et à la tête des Forces terrestres ainsi que la désignation de Patrick Masunzu comme commandant-adjoint de la 10^{ème} région militaire du Sud-Kivu à Bukavu en charge des opérations et de la sécurité militaires répondent à cette stratégie. Étant donné que la plupart des commandants des bataillons de cette province sont entre les mains des Tutsi comme lui, il n'y a pas de doute qu'il est le véritable commandant du Sud-Kivu. Enfin, Joseph Kabila travaille moins avec les institutions établies qu'avec les individus. C'est pour cela qu'il a dépêché de Kinshasa l'abbé Malumalu, Vital Kamerhe, Bahati Lukwebo et d'autres personnes pour sensibiliser les Kivutiens en faveur de la Conférence de Goma au lieu de confier cette tâche aux autorités provinciales.

3.2. Le politique mis à mal par le verrouillage militaire

L'application de l'AGI n'a pas altéré l'emprise militaire de l'APR et du RCD-Goma. C'est dire que leurs structures militaro-sécuritaires et l'administration locale qu'ils contrôlent d'une main de fer depuis bientôt dix

ans est une peau de banane placée dans la gestion de la province par le nouveau gouvernement provincial à Goma. Tout l'intérieur est entre les mains de groupes armés. Au Nord-Kivu, le Rwanda et le RCD-Goma se sont servis de la dissidence de Laurent Nkunda pour rallumer le feu à la veille de l'investiture du président élu, Joseph Kabila, en vue d'empêcher les FARDC de reprendre le contrôle de la région frontalière entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda ou ce que d'aucuns appellent le triangle Kibumba-Bunagana-Ishasha. Ce fait est confirmé par OCHA : « *Confortablement installé à Rutshuru, Laurent Nkunda a mis en place toute une administration qui prélève des taxes pour lui. Par ailleurs, ses troupes contrôlent presque toute la ligne long de la frontière rwandaise* »⁶⁵. Cela se comprend car il s'agit d'une zone de passage des Rwandais qui entrent régulièrement au Nord-Kivu. Kinshasa est incapable de faire sauter ce verrou parce qu'elle n'a pas la capacité militaire de le faire. Le mixage (janvier 2007) et l'offensive-simulacre des FARDC contre le CNDP (octobre-décembre 2007) ont permis à ce dernier d'étendre ses zones de contrôle : les deux chefferies de Bwisha et de Bwito en territoire de Rutshuru, la chefferie des Bashali (Kaembe et Mokoto), tous les groupements de la chefferie des Bahunde à l'exception de Muvunyi/Shanga, les groupements de Bigiri et de Bapfuna dans la Collectivité d'Osso en territoire de Masisi, le Buzi en territoire de Kalehe.

La Conférence sur la paix, la sécurité et le développement au Kivu, organisée à Goma par Kinshasa avec l'appui de la communauté internationale, est loin de faire l'unanimité. Des voix se sont élevées partout pour en condamner l'esprit et les objectifs. D'abord, le cadre choisi : Goma qui est une ville assiégée. Ensuite, le timing lui-même : décidée et organisée après la débâcle des FARDC au profit du CNDP dans une offensive médiatisée, cette Conférence avait l'air d'un piège ou d'un show médiatique. Enfin, la durée des préparatifs : elle a été courte et les concertations pré-conférence avec la base ont été absentes. D'où les problèmes épineux de la logistique et l'imbroglio qui a entouré le choix et l'accréditation des délégués dont le nombre est passé de 300 prévus initialement à plus de 1.300. La composition de l'équipe dirigeante a été fortement contestée, car elle laissait voir des signes de manipulation ; malgré un dosage ethnique et politique évident, la prépondérance du RCD et du PPRD et, derrière les deux, celle de la communauté tutsi ont été manifestes⁶⁶. Les conclusions de la Conférence sont consignées par écrit mais la situation de terrain n'évolue guère positivement. Les combats ont repris après la signature de l'Acte d'engagement. La MONUC suit le drame à distance. Sa brigade de Goma viserait à empêcher sa prise par Laurent Nkunda. Celle de Sake (à 27 kilomètres de Goma) jouerait le même rôle ; mais, inversement, la stratégie de la MONUC a pour seul résultat de mettre tout le territoire de Masisi en quarantaine. Les quelques brigades mobiles positionnées

⁶⁵ OCHA, *op. cit.*, p. 3.

⁶⁶ Bureau de la Conférence : Balamage Nkolo et Emmanuel Kamanzi ; Comité des Sages : Denis Semadwinda, Basengezi Katintima, Safi Adhili ; Atelier Nord-Kivu : Léon Muheto. Azarias Ruberwa présidait l'équipe des modérateurs.

à Mushaki, Masisi-centre, sont loin des véritables fronts où les villages sont détruits et la purification ethnique est en cours comme au temps de l'AFDL, et ce loin des yeux de l'opinion internationale. Elle n'intervient dans certains endroits qu'après l'accomplissement des forfaits en vue simplement de faire les constats (ex. cas récents de Kalonge et de Rubaya). Ce qui est pire, c'est que le CNDP (René Abandi) a été désigné, à côté du gouvernement PPRD (Amiral Didier Etumba), pour superviser le programme Amani ou la commission paix et sécurité (désarmement et démobilisation) à la frustration des leaders *mayi-mayi* qui s'estiment trahis par Kinshasa et la communauté internationale⁶⁷.

4. CONCLUSION

Au début de la conclusion de notre contribution à l'*Annuaire* précédent, nous soulignons le fait que c'est à Kinshasa et au Kivu que s'observaient le mieux les signes « *d'un pays* (qui, malgré l'organisation des dernières élections), *reste un volcan au bord de l'explosion* » (mots d'Olivier Rogeau). Les événements qu'a vécus le pays depuis la fin de l'installation des institutions issues des élections en mai 2007 sont venus corroborer cette crainte. La présente étude a essayé d'élucider cette réalité à partir de faits majeurs qui ont eu lieu aux niveaux national et provincial. Il ressort de cette étude les principaux éléments de conclusion qui suivent et qu'il convient de retenir à ce stade de l'ordre post-transition (avril 2008).

Pendant que la RDC négociait avec l'Ouganda et le Rwanda dans le cadre bilatéral et celui de la Tripartite Plus Un, certains rebelles qui ont boudé les institutions de la transition renforçaient leurs positions militaires au Kivu. Les élections de 2006 se sont déroulées dans un contexte d'insécurité généralisée. Comme on pouvait s'y attendre, l'ordre postélectoral en pâtit gravement. La guerre (signée Laurent Nkunda) s'est intensifiée après l'investiture du président élu, Joseph Kabila (fait non fortuit certainement), dans les territoires de Rutshuru, de Masisi (province du Nord-Kivu) et le territoire voisin de Kalehe (province du Sud-Kivu) ; elle contraignit les autorités provinciales installées en avril 2007 à se confiner à Goma. Dans la province du Sud-Kivu, le front des Hauts Plateaux d'Itombwe qui avait refait surface en janvier 2007 (un mois après celui de Rutshuru et de Masisi) semble avoir diminué d'intensité. La nomination de Patrick Masunzu comme commandant-adjoint de la 10^{ème} région militaire du Sud-Kivu à Bukavu et d'autres Banyamulenge comme lui à la tête des bataillons des FARDC du Sud-Kivu (Bijombo/Uvira, Mwenga, Shabunda, Walungu, Kabare, Bunyakiri/Kalehe) ont sans doute pesé dans la balance en faveur de ce retour à l'apaisement ; un apaisement précaire tant il est vrai que les causes des conflits locaux sont toujours entières et que les autorités provinciales de Bukavu ont toujours du mal à y faire appliquer leurs directives. Si le crépitement des armes

⁶⁷ Voir les plaintes des *mayi-mayi* dits « Kasindiens » (*La Prospérité*, Kinshasa, 6 mars 2008) et celles du PARECO (AFP, Goma, 28 mars 2008 ; "Goma, arrestation d'un cadre du PARECO par les FARDC", *RadioOkapi.net* du 2 avril 2008).

au Sud-Kivu s'est considérablement amenuisé comparativement au Nord-Kivu, Bukavu vit une crise institutionnelle aux colorations locales et régionales qui, au delà des problèmes auxquels font face toutes les institutions provinciales postélectorales mises en place dans le pays, empêche le gouvernement et l'Assemblée de la province de fonctionner efficacement.

Face à cet imbroglio du Kivu qui est désormais reconnu comme une menace pour la paix en RDC, la communauté internationale a décidé de s'investir par sa présence physique et la mise en place d'une feuille de route (accords de Nairobi et d'Addis-Abeba) dont le suivi sera assuré par une « Task Force » pilotée par les États-Unis, et ce à partir de Goma et par l'organisation d'une Conférence de paix à Goma, l'une et l'autre étant fortement controversées. Car les deux sont la preuve que la communauté internationale n'entend pas entreprendre des actions proportionnelles à la sévérité de la situation de terrain. D'où les craintes de beaucoup de Congolais face à ce qu'ils estiment être la poursuite d'un autre agenda, craintes alimentées aussi par la complexité de la situation politique et militaire dans le pays, l'ambiguïté de la politique du gouvernement de Joseph Kabila dans la gestion de la crise de l'Est et la politique de la communauté internationale qui privilégie les revendications des gouvernements rwandais et ougandais⁶⁸. Le moins que l'on puisse dire est que, une année et demie après la mise en place des institutions issues des élections de 2006, on continue à marquer le pas et on fait face à un drame humanitaire que la MONUC ne veut ou ne peut pas éradiquer. Le cas des territoires de Masisi et de Rutshuru résume tout : seuls quelques éléments des FARDC sont stationnés aux chefs-lieux (Masisi-centre et Rutshuru-centre) et à Sake ; partout ailleurs, ce sont les groupes armés qui font la loi. La conséquence d'un tel état de choses est on ne peut plus claire : le nombre de morts et de déplacés augmente chaque jour, une situation qu'on ne trouve dans aucune autre région du pays en ce moment.

Anvers, avril 2008

⁶⁸ CROS, M.-F., "La transition a achevé de détruire l'État (congolais). Interview avec Nkema Liloo, président de la Banque Commerciale du Congo", *La Libre Belgique* du 28 juillet 2006. Cela n'est pas sans lien avec cette analyse de Michel Chossudovsky : « La guerre civile au Rwanda et les massacres ethniques cadraient avec la politique étrangère américaine, soigneusement conçue en fonction d'objectifs économiques et stratégiques... Le génocide de 1994 au Rwanda a, au point de vue de Washington, atteint ses objectifs stratégiques et géopolitiques. Les massacres ont porté un coup dur à la crédibilité de la France et permis aux États-Unis d'établir une assise néocoloniale en Afrique centrale », "Le génocide économique au Rwanda", in *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial*, Montréal, Écosociété, 2004, pp. 134-135.